

Montréal, 18 août 2007

1^{ère} Rencontre nord-américaine des organisations du secteur énergétique

Pour une mise en valeur démocratique et nationale des ressources énergétiques de l'Amérique du Nord

Déclaration commune de :

Organisations

- Union nationale des travailleurs de confiance de l'industrie pétrolière (UNTCIP)
- Syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité (SME)
- Alliance démocratique des travailleurs du pétrole (ANDTP)
- Syndicat uni des travailleurs de l'industrie nucléaire (SUTIN)
- Comité national de l'énergie
- Front authentique des travailleurs (FAT)
- Union des Métallurgistes unis d'Amérique (USW)
- Syndicat des employés de techniques professionnels et de bureau d'Hydro Québec –
Section Locale 2000 SCFP
- Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro Québec – Section Locale 4250 SCFP
- Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro Québec - Section Locale 1500 SCFP
- Syndicat des technologues d'Hydro Québec – Section locale 957 SCFP
- Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
- Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP)
- Syndicat des communications de l'énergie et du papier (SCEP) section locale 121 –
Raffinerie Shell Canada à Montréal
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)
- International Federation of Chemical Energy Mines and General Workers' Unions
(ICEM)

Réseaux et mouvements sociaux

- Réseau mexicain d'action face au libre-échange (RMALC)
- Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
- Common Frontiers Canada
- Alliance for Responsible Trade (ART-US)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Association droit à l'énergie - SOS Futur
- Conseil des canadiens
- North South Institute
- KAIROS
- Coalition du Québec – Vert – Kyoto et Association Québécoise de lutte contre le
pollution atmosphérique (AQLPA)

Les travailleurs et travailleuses de l'énergie du Mexique, des États-Unis, du Canada et du Québec, ainsi que leurs partenaires de la société civile et des mouvements de solidarité continentaux, déclarent à leurs membres respectifs et aux citoyens et citoyennes de chaque pays leur engagement à assurer un développement démocratique et national de nos industries énergétiques.

Nous nous réunissons au moment du sommet de Montebello sur le *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité* (PSP) qui lie nos pays au sein d'un nouveau cadre politique et économique d'intégration continentale fondé sur le programme du président George Bush en matière de sécurité. Cet agenda est fait avec la complicité du président Calderón et du premier ministre Harper, mais n'a pas de légitimité démocratique de la part du peuple du Mexique, du Canada et des États-Unis.

Nous partageons la crainte des mouvements de la société civile que le PSP ne soit un puissant instrument nouvellement créé par les élites gouvernementales et patronales pour orienter l'avenir de nos pays sans participation ni droit de regard démocratiques. Nous rejetons le programme du PSP en matière de sécurité qui lie l'ALÉNA et le commerce à la restriction des libertés civiles, à la surveillance des masses, au profilage racial et à la politique étrangère militariste de George W. Bush qui s'est révélée désastreuse et vouée à l'échec. Nous contestons les hypothèses néolibérales sur la prospérité qui ont accru les disparités de richesse et de pouvoir dans chacun de nos pays.

Toutefois, en tant que travailleurs et travailleuses de l'énergie, nous nous sentons obligés de répondre en premier lieu à l'ordre du jour du PSP en matière d'énergie. Dans le cadre du PSP et du Groupe de travail nord-américain sur l'énergie, les gouvernements du Mexique, des États-Unis et du Canada ont établi une collaboration sans précédent avec les sociétés énergétiques afin de favoriser l'intégration continentale de nos industries et infrastructures énergétiques. Neuf sous-groupes s'efforcent intensivement d'intégrer les industries du pétrole, du gaz naturel, de l'électricité, de l'énergie nucléaire et des hydrocarbures ainsi que le secteur de la science et de la technologie et les organismes de réglementation. Bien que ces sous-groupes rassemblent des autorités supérieures des administrations publiques, des organismes de réglementation et des entreprises privées, ils excluent le mouvement syndical, les environnementalistes et les mouvements de la société civile et ils se mettent à l'abri de la supervision par nos assemblées législatives élues.

Le PSP, dicté par les entreprises, comprend les règles qui suivent, qui ne peuvent se substituer aux politiques publiques locales et nationales :

- L'intégration complète des réseaux électriques entre nos pays et la continuation de la déréglementation de l'électricité dans chaque pays pour favoriser la production d'électricité à des fins d'exportation.

- La promotion d'un système continental intégré de gaz naturel et des importations du gaz naturel liquéfié pour rencontrer un manque continental de gaz naturel qui est prévu à court terme.
- La « simplification » des procédures de réglementation de chaque pays en vue de l'établissement d'oléoducs transfrontaliers, y compris une augmentation de cinq fois de la production de pétrole tiré des sables bitumineux.
- L'intervention directe des États-Unis pour garantir la sécurité des installations énergétiques.

Ces éléments, entre autres, du programme énergétique du PSP dicté par le patronat ne sont pas durables et font passer les profits des entreprises énergétiques avant les besoins des travailleurs et travailleuses et des communautés des trois pays. C'est un programme qui ne répond pas au besoin de chaque pays de réduire les émissions de gaz à effet de serre, y compris les nouveaux objectifs à long terme allant au-delà de 2012. Le modèle continental de mise en valeur de l'énergie dicté par les entreprises ne répond pas non plus au besoin de développement économique national et ne reconnaît pas le rôle primordial que les industries énergétiques jouent dans le développement économique communautaire.

Nous partageons les craintes que la promotion des biocombustibles et de l'éthanol met à risque la stabilité économique de l'agriculture et la souveraineté alimentaire en Amérique du Nord. Les agriculteurs et les consommateurs nord-américains ne doivent pas être sacrifiés pour faciliter des investissements spéculatifs insoutenables dans la nouvelle industrie des biocombustibles.

Les travailleurs et les travailleuses de l'énergie de chacun de nos pays ont des craintes fondamentales et pressantes au sujet des politiques énergétiques peu judicieuses mises de l'avant dans le contexte du PSP :

Aux États-Unis :

- Opposition de Bush et d'Exxon aux efforts mondiaux faits pour lutter contre le changement climatique mondial
- Déréglementation de l'électricité donnant lieu à des fiascos d'entreprises comme celui d'Enron
- Hausse des coûts de l'énergie pour les familles travailleuses et l'industrie
- Fermeture de 50 raffineries pétrolières depuis 12 ans
- Dépendance croissante à l'égard du pétrole étranger

Au Mexique :

- Privatisation inconstitutionnelle des industries énergétiques protégées par la Constitution
- Menace de privatisation de PEMEX

- L'industrie pétrolière opérant à 80 % de sa capacité et l'industrie pétrochimique à 50%
- L'interdiction des États-Unis au développement de l'énergie nucléaire au Mexique
- Politiques économiques néolibérales
- L'affaiblissement du rôle de l'État au niveau de la politique énergétique et du développement
- Violations de la liberté syndicale pour les travailleurs et les travailleuses de l'énergie

Au Canada :

- Non-atteinte des objectifs du Protocole de Kyoto
- Besoins en sécurité énergétique du Canada
- L'expansion de l'exploitation des sables bitumineux est fondée sur l'exportation du bitume
- Exportations de gaz naturel et élimination d'emplois dans l'industrie pétrochimique
- Déréglementation de l'électricité et échecs du marché

L'industrie énergétique de chacun de nos pays doit être orientée par les principes communs de la démocratie et de la durabilité.

Nous affirmons la responsabilité et le droit des gouvernements démocratiquement élus d'établir des politiques énergétiques nationales et locales et de réglementer les activités des entreprises privées dans le contexte des politiques nationales et locales. L'accès aux ressources énergétiques pour répondre aux besoins humains de base est un droit de citoyenneté qui ne doit pas être bafoué par des marchés inéquitables et la cupidité des entreprises. Les ressources énergétiques de chacun de nos pays appartiennent au peuple (bien commun) et doivent être gérées démocratiquement dans l'intérêt public.

Les réseaux d'électricité, les combustibles de chauffage domestique et de transport et les sources d'énergie industrielle sont des facteurs nécessaires et stratégiques du développement économique local. Il s'agit de secteurs assurant de bons emplois permettant de faire vivre des familles et des communautés. Nous rejetons le modèle de mise en valeur de l'énergie qui remplace les systèmes locaux de production et de distribution par des réseaux continentaux que contrôlent des entreprises obsédées par l'élimination de la main-d'œuvre. Nous appuyons le droit des communautés locales d'exiger que les ressources énergétiques soient transformées localement pour qu'elles en tirent la valeur la plus élevée possible.

Les travailleurs et travailleuses de l'énergie comprennent les transformations nécessaires pour assurer la durabilité énergétique mondiale. Les industries du pétrole, du gaz et du charbon et les autres industries fondées sur le carbone seront influencées par les mesures destinées à freiner le changement climatique mondial en réduisant radicalement les émissions de gaz à effet de serre. Les grands aménagements

hydroélectriques et nucléaires présentent, eux aussi, de formidables défis environnementaux. Les travailleurs et travailleuses de l'énergie comprennent la nécessité des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique ainsi que de la création de nouvelles industries d'énergie renouvelable et de l'adoption dans chaque pays de nouvelles politiques qui influenceront leur sécurité d'emploi. Ils sont prêts à participer à la solution à condition que soit assurée une transition équitable permettant de voir à ce que les travailleurs et travailleuses et les communautés n'aient pas à payer une part inéquitable du prix du changement social et environnemental.

La durabilité et la mise en valeur nationale et locale des ressources énergétiques exigent la participation démocratique des travailleurs et travailleuses et des communautés. La politique énergétique ne peut prétendre atteindre ces objectifs sans tenir compte de l'avis des syndicats et des communautés des travailleurs et travailleuses de l'énergie.

Nous condamnons les politiques d'exclusion des syndicats par les grandes sociétés énergétiques et le fait que nos gouvernements respectifs ne défendent pas le droit des travailleurs et travailleuses d'adhérer à des syndicats libres, indépendants et démocratiques.

Nous nous engageons à créer une nouvelle solidarité hémisphérique entre travailleurs et travailleuses pour assurer la croissance de nos syndicats et la négociation de fortes conventions collectives avec les employeurs. Par l'entremise de l'ICEM, l'UIS-TEMQPIA (Union Internacional de Sindicatos de Trabajadores de la Energia, el Metal, la Quimica, el Petroleo e Industrias Afines) et d'autres organisations syndicales internationales, nous établirons des réseaux forts et nous répondrons aux appels à la solidarité quand nos membres livreront des luttes syndicales et communautaires.

Nous nous engageons également à établir une coordination entre ce Forum et le Forum des travailleurs de l'énergie de l'Amérique latine et des Caraïbes pour partager les expériences et pour mener des actions conjointes en relation avec le PSP.

Nous continuerons de collaborer avec nos partenaires sociaux au sein des mouvements de solidarité continentaux, pour le rassemblement des travailleurs et travailleuses de chaque pays et la contestation commune face aux répercussions néfastes des accords commerciaux et des politiques néolibérales de la mondialisation, et aux inéquités qui en découlent,.

Les politiques énergétiques façonneront notre monde au 21^e siècle. Elles donneront lieu soit à un développement démocratique et durable, soit à un désastre environnemental mondial et à de nouvelles guerres d'agression. Les travailleurs et travailleuses de l'énergie, leurs syndicats et leurs partenaires sociaux du Mexique, du Canada et des États-Unis militeront ensemble pour la mise en valeur démocratique, durable et nationale de nos ressources énergétiques.